

Complicités médiatiques

mardi 1er août 2023, par [Jacques COTTA](#)

A lire la presse qui s'est répandue sur le « remaniement » gouvernemental, certains titres pour en minimiser la signification, d'autres pour positiver les effets qui en seraient attendus, ces mois de juillet et août seraient d'abord et avant tout, presque exclusivement, marqués par les signes du réchauffement climatique, des incendies de forêts, et accessoirement par la sécheresse qui aurait un goût de fin du monde.

Une déclaration de guerre

Derrière ces écrans de fumée, au sens propre comme au figuré, le pouvoir prépare en réalité un véritable plan de guerre pour la rentrée.

- > augmentation drastique des prix de l'énergie annoncés dès le mois d'août avec emballement général à la rentrée de septembre.
- > baisse de la rémunération des livrets consacrés en général aux bourses les plus modestes.
- > rentrée scolaire catastrophique, avec manque d'enseignants, de professeurs et remplacements anarchiques pour cacher la misère.
- > poursuite de l'inflation, alimentaire notamment, qui pousse des centaines de milliers de ménages, des millions de citoyens, à ne plus se nourrir à leur faim.
- > pour la petite enfance et par voie de conséquence pour les familles, absence de prise en charge dans les crèches notamment par manque de recrutement des personnels qualifiés.
- > pour la santé, fermetures de lits, de services, de postes...
- > pour les services publics en général, ou ce qu'il en reste, coupes sombres allant à la fermeture pure et simple...
- > pour les salaires, pour le travail, développement des contrats précaires et souvent sous-payés...

Après les retraites, c'est enfin sur la sécurité sociale, dont les milliards sont convoités par les capitalistes, que le gouvernement jette son dévolu....

Mais il y plus !

Crise sans précédent

Mes confrères taisent en général le contenu de la politique explosive que le gouvernement se prépare à mettre en oeuvre, et ils se font également bien silencieux sur la crise de régime qui n'a jamais atteint le niveau actuel.

La crise ouverte entre la justice et la police est en effet une première à ce niveau depuis l'existence de la Ve république. Elle expose directement les principaux ministres du gouvernement, **Gérald Darmanin**, **Eric Dupont Moretti**, mis en examen pour « prise illégale d'intérêt », et **le président de la république** en personne. Ce sont les hautes sphères de l'état, du régime, qui sont ainsi atteintes.

Il a en effet suffi du dépôt de plainte par un jeune roué de coups par des policiers qui, selon son avocat, a « *la mâchoire cassée et l'œil gauche qui ne voit plus* » et « *souffre d'un traumatisme crânien* », pour que l'institution policière, appuyée par sa hiérarchie au plus haut niveau, revendique un traitement de faveur pour l'uniforme. La police devrait ainsi se trouver au dessus des lois.

Les syndicats de police font monter la pression, menant campagne pour la libération de leur collègue. Macron soutient de fait le mouvement alors que le Conseil supérieur de la magistrature, se trouve contraint de rappeler qu'il est « *seul légitime pour décider du placement ou non en détention provisoire des personnes qui lui sont présentées* ».

Cette situation est la conséquence du macronisme qui a fait de la police le principal outil de sa domination, notamment contre les travailleurs, tant durant la crise des Gilets jaunes que celle des retraites. L'institution policière se sait indispensable pour le gouvernement ultra minoritaire dans le pays, et elle pousse son avantage.

La force de Macron, c'est son opposition

Dés lors une question se pose. Comment après une série d'épisodes — grèves, manifestations, ...— qui depuis 6 ans ont sérieusement ébranlé le pouvoir de Macron, celui-ci est-il encore en mesure de gouverner, de se maintenir à la tête de l'état.

Comment Macron peut-il résister à la faillite politique, à la violence sociale, aux scandales du régime dont les derniers épisodes — **Schiappa, Dupont-Moretti...** — ne sont que les avatars ?

Il lui faut pour cela deux béquilles. Le RN en est une, la gauche en est une autre.

Dans la crise actuelle, PS, EELV ou encore LFI font en effet appel à Macron pour « *qu'il joue son rôle de garant de la Constitution en faisant le nécessaire pour rétablir l'ordre républicain dans la police.* »

Ainsi, cette crise, produit de 6 ans de macronisme, de violence organisée au sommet de l'état contre le peuple français, de contre réformes sociales, d'usage à répétition de règles profondément antidémocratiques comme l'article 49-3 par exemple, de milliards détournés par les capitalistes et par le gouvernement dont Macron est le chef politique au profit de la guerre en Ukraine notamment, cette situation devrait à en croire la gauche être résolue par Macron lui-même en tant « *que garant des institutions de la Ve république* », qui sont précisément au centre de la crise politique, démocratique, sociale du pays.

Cette gauche est complice. En réalité sur le fond, Macron n'en est-il pas le représentant ?

C'est « l'opposition » en effet qui permet à Macron de demeurer en place et d'appliquer sa politique. Tel est le seul constat qui devrait être au point de départ de toute réflexion et qui justifie l'action d'en bas qui à chaque occasion, de la plus petite grève aux mouvements d'ensemble tels les retraites, tente de se réapproprier son histoire et de contrôler son action.

Jacques Cotta
Le 1er aout 2023